



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

26/03/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 272 du 26 mars 2026

ÉDITO :

Non aux guerres impérialistes, non à la hausse du carburant et des prix

Depuis plusieurs semaines, les automobilistes français font face à une nouvelle flambée du prix des carburants. Essence et diesel, dépassent souvent les 2 euros le litre, ravivant les inquiétudes sur le pouvoir d'achat et la dépendance énergétique. Encore une fois, ce sont les mêmes qui paient. Derrière les chiffres, derrière les discours techniques sur le baril de pétrole ou les tensions internationales, il existe une réalité simple : les citoyens ordinaires subissent. Pendant ce temps, que se passe-t-il en haut ? Les grandes entreprises capitalistes énergétiques continuent de dégager des profits colossaux et profitants de la crise, ils augmentent leur marge en se gavant sur le dos des consommateurs. Les décideurs capitalistes parlent d'efforts nécessaires, mais ces efforts s'adressent toujours aux travailleurs. Toujours les mêmes sacrifices ! Toujours les mêmes oubliés ! Car qui peut aujourd'hui se passer de sa voiture ? Certainement pas l'ensemble des travailleurs, ni les habitants des zones rurales, ni ceux qui n'ont pas accès à des transports publics dignes de ce nom. Pour eux, le carburant n'est pas un choix, c'est une nécessité. Et pourtant, on continue à le traiter comme une variable d'ajustement économique. On nous parle de transition écologique, très bien. Mais quelle transition impose-t-on en augmentant les prix sans offrir d'alternatives concrètes ? Où sont les transports accessibles, les infrastructures adaptées, les aides massives pour changer de véhicule ? La vérité, c'est que l'effort est demandé aux plus modestes, pendant cela les plus aisés peuvent absorber la hausse sans changer leurs habitudes.

Pire encore, une part importante du prix du carburant est constituée de taxes. Des taxes présentées comme écologiques, mais pesant lourdement sur ceux n'ayant pas d'autre choix que de consommer. Une écologie punitive, vécue comme une injustice, alimente la colère et la défiance.

On ne construira pas un avenir durable en laissant une partie de la population sur le bord de la route. L'augmentation du prix des carburants résulte d'un enchevêtrement de facteurs : crises internationales, dépendance énergétique, fiscalité et fonctionnement du marché.

Il est temps d'imposer un autre cap nécessitant de:

Bloquer les prix en période de crise, puis les marges des producteurs qui se gavent, comme le permet le code du commerce.

*Taxer réellement les superprofits des groupes énergétiques

*Investir massivement dans des alternatives accessibles à tous,

*Redonner du pouvoir d'achat par les salaires aux citoyens, ainsi que sur les choix énergétiques.

Sans cela, la colère continuera de monter et elle est légitime !

Le parti révolutionnaire Communistes anti capitaliste, exige l'arrêt immédiat de la sale guerre impérialiste, et revendique immédiatement la mise en place d'une véritable politique de justice sociale dans notre pays, avec une fiscalité juste et équitable et un investissement massif dans les transports publics.

Sommaire :

Luttes

*Unité CGT de mars est sorti

*2 Avril les retraités en action pour les pensions

*Stop aux propos racistes inacceptables chez *PRO A PRO* !

- *Augmentation des salaires et davantage de moyens : la protestation du secteur médico-social à Nice
- *Bus, mouvement de grève dans l'agglomération de Périgueux le 19 mars
- *La CGT Renault : carburants, prix qui montent ; bloquer les prix et augmenter les salaires
- *Unité CGT et la hausse des carburants
- *Centre hospitalier de Haute-Corrèze : grève contre le manque de personnel et la vétusté des locaux
- *Lens, manifestation de salariés de *Durisotti et Klégé*
- **Climb up* suspension de la grève
- *Dans la métropole d'Amiens la grève des éboueurs de *Suez* a pris fin
- *Les enseignants du collège Bellair de Thury-Harcourt contre la carte scolaire 2026
- *Enseignement Supérieur : manifestation le 26 mars contre l'austérité budgétaire
- *Eurocast à Delle (Territoire de Belfort) : Négociations salariales sans réponse
- *Colère des Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap dans le Rhône
- *Mobilisation au collège de Cancale (35)
- *25 cheminots devant les prud'hommes au Mans
- *Menace de liquidation d'une "Maison française du vélo sur-mesure »
- *Alerte sur la situation de l'entreprise *KEM ONE*
- *CROUS : appel à la grève pour les moyens
- *Éducation : appel à la grève le 31 mars

Dossiers, Économie

- *54^e congrès de la CGT
- *Une étude de la revue *Alternatives Économiques* concernant le vote et les revenus
- *Bref aperçu sur les transformations des rapports de classe
- *Goodyear supprime des centaines de postes en Europe
- **Chaussea* reprend le groupe *Royer* à Fougères : 136 licenciements
- *609 salariés licenciés de Colruyt dans le Grand Dole
- *La fermeture de l'usine *Dumarey* à Andrézieux-Bouthéon menace 266 emplois
- *Fournisseur de Renault Sandouville (76) : Gestamp, va fermer
- *4Murs engage la fermeture de ses 77 magasins
- *Un quart de la population mondiale vit dans des régions touchées par des conflits
- *Renault trucks : conséquences de l'agression contre l'Iran
- *TotalEnergies et Trump : un accord d'1 milliard de dollars annulant des projets éoliens en mer
- *Le gouvernement et la justice valident la reprise du verrier Arc
- *Flambée des prix : y compris le pain

Solidarité internationaliste

- *Montreuil : salon anti-colonial et anti-raciste 28-29 mars Journée de la terre : solidarité avec le peuple palestinien
- *L'Inde interdit la projection du film " La Voix de Hind Raja "
- *Thessalonique (Grèce) grande manifestation contre l'OTAN
- *Paris : 11 avril 17h00 projection du film : "L'affaire Abdallah" de Pierre Carles au cinéma Luminor¹
- *Guadeloupe : grève à port Jarry
- *Martinique : Grève à Transaglo

Luttes

Unité CGT de mars est sorti²

Au sommaire : Iran : 168 écolières assassinées par le sionisme et l'impérialisme. Explosion du prix des carburants : que faire ? Écocide et crimes de guerre israélien. Guerre, Bulletin National des entreprises N°15. Urgences Industrie et Protection Sociale. Défendre l'industrie, une nécessité : l'exemple du raffinage.

2 Avril les retraités en action pour les pensions

Le 2 avril l'Union Confédérale des Retraités UCR-CGT appelle avec d'autres organisations à une action nationale. L'UCR réfute les discours patronaux et gouvernementaux qui la main dans la main désignent les retraités comme des privilégiés, accusés de coûter trop cher à la société et d'être responsables en grande partie du déficit de la Nation. Pour l'UCR les pensionnés ne sont pas des assistés. L'UCR dénonce également l'augmentation des franchises médicales et font observer ceci : " LFSS 2026 répond avant tout aux exigences du patronat et du Medef en particulier qui milite pour transférer aux familles et aux retraités·es les coûts de leurs soins.

La taxe supplémentaire de 2,05 % sur les mutuelles et complémentaires santé aura comme conséquence directe une augmentation des cotisations pour les assurés. Elle s'ajoute à la hausse des cotisations de 12 % en deux ans. Cette évolution a un impact important sur le niveau de vie des retraité·es et sur leur accès aux soins. En effet, 1 600 000 retraité·es ne disposent plus de complémentaire santé et 600 000 ne se soignent pas ou mal. Beaucoup n'ont plus les moyens de cotiser à une complémentaire santé ou à une mutuelle au regard du montant de leur pension."

Dans le cadre de cette journée d'action, les retraités de Sorbonne Université organisent avec les actifs un débat sur le campus de Jussieu autour du document de l'Union des Syndicats de Retraités de Paris : "*La sécu, les mensonges ça suffit !*"

Stop aux propos racistes inacceptables chez PRO A PRO !

La Fédération CGT Commerce et Services condamne avec la plus grande fermeté les propos tenus par le directeur logistique régional du site de Somain dans le Nord. En effet, lors d'une réunion convoquée par la direction régionale de PRO A PRO dans une tentative de mettre fin aux mouvements de débrayage en cours depuis le licenciement de deux salariés, le directeur logistique régional a tenu des propos d'une gravité extrême en déclarant : " On n'est pas dans un entrepôt de bougnoules ! ". Les deux salariés sont, rappelons le, officiellement licenciés pour : " inactivité duscan ", c'est à dire le refus du moyen de contrôle électronique de l'activité. En réalité, ces sanctions s'inscrivent dans une politique de répression visant les syndiqués CGT. Ces paroles racistes sont inacceptables et indignes. Elles ne peuvent rester sans réponse. Dans un communiqué, la Fédération CGT Commerce et Services : " interpelle la direction nationale afin d'exiger des explications et des mesures immédiates afin que de tels agissements cessent. La fédération réaffirme ses revendications vers un retour à une situation apaisée :

*L'arrêt immédiat de toute forme de discrimination dans l'entrepôt PRO A PRO de Somain

*La réintégration des deux camarades CGT injustement licenciés*La protection des travailleuses et travailleurs soumis à des pressions psychologiques depuis plusieurs mois

La Fédération CGT Commerce et Services réaffirme son soutien total aux salariés mobilisés, qui se battent pour défendre leurs droits, leur dignité et reprendre le contrôle de leurs conditions de travail face à la surveillance excessive imposée par les outils numérique."

Augmentation des salaires et plus de moyens : la protestation du secteur médico-social à Nice

Quelques dizaines de salariés du secteur sanitaire et social se sont rassemblés le 13 mars place Garibaldi à l'appel de la CGT. Ils dénoncent l'oubli de leurs professions et des conditions d'accueil de plus en plus dégradées pour les usagers. Les salaires sont quasi gelés depuis vingt ans et ils manquent de moyens pour assurer leurs missions de protection de l'enfance. Dans ce secteur, les mobilisations sont difficiles du fait, entre autre, de faibles salaires et du manque de remplaçants pendant les grèves afin d'assurer la sécurité des jeunes dont ces personnels ont la charge.

Bus, mouvement de grève dans l'agglomération de Périgueux le 19 mars

la CGT appelle à un nouveau débrayage au sein de Péribus le jeudi 19 mars 2026, comme elle l'avait déjà fait le 12 mars. Péribus assure les transports en commun dans l'agglomération de Périgueux en Dordogne. La CGT réclame notamment le versement d'une prime d'assiduité et la présence de contrôleurs supplémentaires dans les bus.

La CGT Renault : carburants, ascension des prix; bloquer les prix et augmenter les salaires

Dans un tract, la CGT du groupe Renault alerte les travailleurs sur le coût des carburants rognant le pouvoir d'achat : " Les prix des carburants repartent à la hausse. A la pompe comme sur les factures d'énergie, l'addition va être de plus en plus salée, mais nos salaires, eux, n'augmentent pas ! Pour beaucoup de salarié·e.s, la voiture est indispensable pour aller travailler, faire les courses, accompagner les enfants... Quand le prix du carburant augmente, ce n'est pas un détail : c'est une part de plus en plus importante du salaire qui disparaît et va dans la poche des grands groupes. Dans le même temps, loyers, alimentation, dépenses du quotidien... tout augmente sauf nos salaires. "

Elle formule des revendications :

*des augmentations générales de salaires ;

L'encadrement des prix de l'énergie ;

une fiscalité plus juste ;

la fin des superprofits ;

des investissements publics pour réduire les dépenses contraintes

Et elle conclue : " Ce n'est pas aux travailleurs·ses de payer la spéculation ! "

Unité CGT et la hausse des carburants³

L'agression impérialiste et sioniste contre l'Iran a provoqué une hausse vertigineuse du baril de pétrole, dépassant les 100 dollars et frôlé les 120 dollars. Les spéculateurs capitalistes ont saisi la balle au bond en augmentant brutalement les prix des carburants à la pompe, en France et sans justification matérielle.

Deux semaines après le début de la guerre, l'essence sans plomb 95 ou 98 approchait, dans toutes les stations de France, les 2 euros le litre quand le gazole avait déjà franchi ce seuil, vendredi 13 mars : une augmentation supplémentaire de 10 % pour l'essence, de plus de 20 % pour le gazole.

Des mesures cosmétiques ont été engagées, tant par TotalEnergies que par le gouvernement. Ces derniers, main dans la main, se refusent à toute action réelle et refusent le blocage des prix ou la baisse de la fiscalité. Les mêmes se gavent, à hauteur du tiers du budget de l'Etat chaque année, les grandes entreprises – dont Total! – et se refusent à répondre aux besoins de tous et toutes.

L'énergie – l'électricité, le gaz, le pétrole – sont des biens publics : les entreprises et infrastructures doivent être socialisés et nationalisés, comme le proposait en 2023 la FNME CGT et la FNIC CGT, dans un communiqué commun. Et les spéculateurs, à l'image des majors du pétrole, devraient être sanctionnés et punis, notamment par l'expropriation de leur entreprise.

Centre hospitalier de Haute-Corrèze : grève contre le manque de personnel et la vétusté des locaux

Le jeudi 19 mars, l'intersyndicale a lancé un mot d'ordre de grève au Centre Hospitalier d'Ussel, en Corrèze, après la présentation en novembre dernier d'un plan de retour à l'équilibre financier qui ne satisfait pas les représentants CGT, CFDT et FO Santé. Ils ont tous voté contre ce plan, mais aucune négociation n'a été proposée par la direction. Pour Dominique Gratadoux de la CGT, la pérennisation de l'emploi des personnes salariées au statut de contractuel est une urgence : *"on a plus de 30% de contractuels sur l'établissement. Donc ce n'est pas possible que nos collègues travaillent gracieusement au même titre que nous. Ils méritent un salaire qui soit convenable"*.

Lens, manifestation de salariés de Durisotti et Klégé

150 salariés de Durisotti et de Klégé ont manifesté le 19 mars à Lens. Ces salariés sont inquiets pour l'avenir de leurs entreprises qui appartiennent au groupe GTE Automotive. Durisotti, basé à Sallaumines, près de Lens. Le site compte 168 salariés. Il est spécialisé dans la transformation de véhicules utilitaires, notamment pour les entreprises et les forces de l'ordre. De son côté, Klégé, basé à Bapaume, compte 70 salariés et fabrique des cabines réfrigérées pour camions frigorifiques.

Climb up suspension de la grève

Les salariés de Climb up ont suspendu leur grève estimant avoir obtenu des résultats significatifs et en particulier: la démission du DG, le maintien des jours de fractionnement et la revalorisation des primes d'équipes. Ce début conforte l'idée que seule l'action collective paye, estime leur syndicat CGT. Il donne rendez vous pour la prochaine NAO : *" Le lancement des négociations annuelles obligatoires va démarrer prochainement, elles seront pour nous l'occasion de négocier des avancées sociales pour tous. Elles seront également le moment de voir si les engagements pris par la direction d'être plus à l'écoute sont concrets ou simplement un effet d'annonce."*

Dans la métropole d'Amiens la grève des éboueurs de Suez a pris fin

En grève depuis le 16 mars, les salariés ont mis fin à leur mouvement le 20 mars. Selon la CGT Suez, il ont obtenu, le passage d'un 4^e camion poubelle à partir de juin (contre trois seulement prévu initialement), trois embauches pour assurer les collectes l'après-midi, ainsi qu'une prime de 1.500 euros.

Les enseignants du collège Bellair de Thury-Harcourt (Normandie) contre la carte scolaire 2026

Le collège Roger-Bellair à Thury-Harcourt-le-Hom serait très lourdement impacté par les suppressions de postes prévues dans l'Éducation nationale pour la rentrée 2026 à la suite d'un budget 2026 voté avec la complicité du PS et du RN. L'établissement a appris ce mois-ci qu'il allait perdre deux classes en raison d'une baisse du nombre d'élèves, est prévu également la suppression de quatre postes d'enseignants. Par ailleurs, quatre autres professeurs seront contraints d'aller compléter leurs heures dans un autre collège. Afin de dénoncer ces suppressions de postes, plus de 90% des enseignants étaient en grève le 24 mars.

Enseignement Supérieur et de la recherche: manifestation le 26 mars contre l'austérité budgétaire

À Paris, le cortège de 300 manifestants est parti de la place Jussieu, rejoignant le Panthéon en passant par la rue des Écoles, le boulevard Saint-Michel et la rue Soufflot. Des prises de parole ont eu lieu tout au long du parcours;

une fanfare ambulante a circulé dans le cortège. Les manifestants entendaient protester contre la situation budgétaire de l'ESR. Les syndicats estiment qu'il manque au moins 8 milliards d'€ au niveau national.

Eurocast à Delle (Territoire de Belfort) : Négociations salariales sans réponse

Les employés étaient rassemblés devant l'entrée de la fonderie d'aluminium. Ils ont entamé un mouvement de grève protestant contre l'échec de la négociation salariale avec leur nouvelle direction du groupe : GMD (Groupe Mécanique Découpage), l'un des plus gros équipementiers automobiles français racheté l'année dernière par le groupe chinois DSBJ (Suzhou Dongshan Precision Manufacturing). Après plusieurs jours sans réponse, les salariés ont décidé de passer à la vitesse supérieure en bloquant les accès à l'usine. Les revendications sont les suivantes : 100 € d'augmentation générale du salaire, la direction proposait 22 €. Au-delà des négociations salariales, les employés sont inquiets quant à l'avenir de l'usine ne fonctionnant pas à l'entièreté de ses capacités, à l'image des autres sites français.

Colère des AESH : Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap dans le Rhône

Une grève largement suivie dans le premier degré avec un taux estimé à 60 % le 19 mars dans le département du Rhône. Les personnels dénoncent un système d'inclusion sous-financé, des refus de dialogue institutionnel et une souffrance croissante de tous les élèves, des familles et des équipes.

Les syndicats déplorent les difficultés à obtenir des interlocuteurs : « refus de l'ARS, de la préfète, de la rectrice de nous recevoir ». Un contexte souvent résumé par l'expression « #pas de vague » ! Cette mobilisation s'est étendue à la Loire, mettant en lumière une tension forte concernant la question de l'inclusion. Au cœur des revendications, l'application réelle des droits ouverts par la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées). Les syndicats demandent : « à l'Éducation nationale mais aussi à l'ARS d'appliquer les notifications ». Dans le département, 750 élèves relèvent de structures médicalisées avec notification. Les syndicats estiment qu'il faudrait environ 75 structures adaptées afin de répondre aux besoins. A ce rythme, les familles doivent attendre dix ans une place en structure spécialisée, notamment en SESSAD (Services d'Éducation Spécialisée et de Soins A Domicile). 148.000 AESH accompagnent les élèves en situation de handicap, près de 49.000 élèves sont encore privés d'accompagnement. Les AESH subissent une précarité : salaire d'environ 850€, temps incomplets imposés, absence de perspectives, formation insuffisante. Cette situation fragilise l'accompagnement des élèves et alimente la fuite du métier : 25% de démissions en raison des violences subies, de la précarité et d'une perte de sens du travail. « Les enfants se font mal, ils crient, ils expriment leur mal-être » explique le représentant syndical. Des structures collectives sont inadaptées et sursollicitées cette situation impactant également les enseignants et les familles.

Mobilisation au collège de Cancale (35)

Les parents d'élèves se sont mobilisés à Cancale. Des suppressions de postes sont annoncées dans le second degré en Ille-et-Vilaine : plus de 60 postes. Le collège René-Cassin ne sera pas épargné. Ils ont répondu à l'appel de l'association des parents d'élèves et se sont réunis pour manifester leur soutien à l'équipe pédagogique. Des menaces directes sur l'emploi et les conditions de travail vont durement frapper l'éducation nationale, le budget prévoit une vague massive de suppressions de postes d'enseignants. Cet exemple montre l'urgence de se mobiliser contre l'application du budget Lecornu soutenu par le PS et les offensives à venir.

25 cheminots devant les prud'hommes au Mans

Les cheminots se sont réunis à la cité judiciaire du Mans (Sarthe). Ils sont venus soutenir 25 de leurs collègues, en audience devant les prud'hommes et défendre le droit de grève, après un mouvement social « sanctionné par la direction ».

Menace de liquidation d'une "Maison française du vélo sur-mesure" »

L'entreprise Cyfac, spécialisée dans la fabrication de vélo depuis 1982, reconnue pour avoir équipé des champions du cyclisme français est placée en liquidation judiciaire. La situation financière s'est dégradée suite à la perte d'un contrat important mettant l'entreprise au bords de la faillite. Le gérant se veut rassurant et affirme avoir reçu des propositions sérieuses de reprise. Le sort de onze salariés sera décidé prochainement.

Alerte sur la situation de l'entreprise KEM ONE

Reprise en 2013 puis revendue en 2021 à un fonds Apollo Global Management, l'entreprise de chimie comprend des sites industriels dans la région de Lyon et dans l'Ain et regroupe 1300 salariés.

La gestion financière du nouveau propriétaire interroge le syndicat de la CGT qui voit une mauvaise stratégie économique et une augmentation exponentielle de la dette de l'entreprise passant de 10 à 700 millions d'euros. KEM ONE se base principalement sur un montage financier dans lequel des fonds spéculatifs misent et

sécurisent leurs remboursements et leurs intérêts au cas où une concurrence chinoise pourrait dévaluer l'entreprise. Les propriétaires ont même modifié les statuts dans le déni total de démocratie et de l'intérêt général de l'entreprise. Ce changement annonce semble-t-il la mise en œuvre d'un projet de restructuration de dette et de conversion de dette afin de pouvoir liquider l'entreprise.

Le capitalisme mondialisé poursuit la lente désindustrialisation de la France et la perte d'usine, nous le savons, plus fortement celle de chimie a un impact catastrophique sur l'activité économique d'une région et le tissu industriel vivant autour. C'est pourquoi la lutte des salariés est vitale contre le capitalisme mondialisé et son projet destructeur d'emplois.

CROUS : appel à la grève pour les moyens

La CGT appelle à un mouvement de grève national afin d'obtenir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la généralisation du repas à 1 € pour tous les étudiants à partir du mois de mai. La mesure est soutenue par le syndicat mais nécessite davantage de moyens humains (recrutement et pérennisation des postes, amélioration des conditions de travail) et financier (repas à 1€ 100% financé par l'Etat).

Éducation Nationale: appel à la grève le 31 mars

L'intersyndicale appelle à une grève nationale le 31 mars pour protester contre les suppressions de postes annoncées dans le budget 2026 et dénoncer la dégradation des conditions de travail due à des classes déjà surchargées.

Dossiers, Économie

54^e congrès de la CGT

Le 54^e congrès de la CGT se tiendra du 1^{er} au 5 juin à Tours. C'est un événement important de la vie sociale. Nous publierons régulièrement des analyses sur la préparation de ce congrès. Elles seront publiées dans le Communistes-Hebdo. Pour les lecteurs du *R-ecossoc*, nous donnerons régulièrement les liens pour les consulter.

Ce que le préambule du document d'orientation du 54^e congrès nous dit de la CGT

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3869-ce-que-le-preambule-du-document-dorientation-du-54eme-congres-nous-dit-de-la-cgt>

La CGT bien loin de l'internationalisme prolétarien !

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3874-la-cgt-bien-loin-de-linternationalisme-proletarien>

Une étude de la revue Alternatives Économiques sur le vote et les revenus

Le périodique *Alternatives Économiques* (20 mars 2026) a présenté les résultats d'une étude au sujet des résultats électoraux par bureau de votes croisés avec les caractéristiques sociologiques de la population des électeurs. Les bureaux de vote sont classés selon le niveau de richesse moyen des électeurs (sur une échelle de 1 à 10). Il n'est pas clairement expliqué comment les chercheurs ont estimé les revenus des électeurs sur un périmètre donné et comment ils ont pu croiser fichier électoral et données économiques des ménages.

En attendant d'éclaircir cette question méthodologique, les résultats ont le mérite de démentir quelques idées reçues. Ainsi, les bureaux de vote « populaire » (rang 1 et 2) ne portent pas leur suffrage sur le Rassemblement national, qui fait au passage ses meilleurs résultats à Marseille dans les bureaux de vote des plus fortunés (au premier tour). Sans surprise, LFI ne fait pas vraiment recette dans les bureaux de rang 10. Et le PS et Ecologistes dans les bureaux de niveau 1.

En revanche, le taux d'abstention est inversement proportionnel à la richesse : plus le bureau de vote est « pauvre », plus l'abstention est importante voire très importante (au-dessus de 60%).

D'évidence, dans la période que nous traversons et qui se qualifie de post-marxiste, il faut être grand clerc pour prouver qu'il existerait un comportement électoral de classe. Le taux d'abstention plus élevé pour les bureaux de vote, rassemblant davantage d'électeurs des classes populaires (niveau 1 et 2), nous indique également en creux l'absence de partis « représentatifs » pour ces classes, dans le sens où ils porteraient réellement leurs aspirations.

Que la démocratie soit ainsi tronquée, le porte-parole de LFI l'a évoqué vaguement en pointant l'abstention (en général) et la nécessité de refonder la démocratie tandis que la Droite plastronnait au sujet de ses bons résultats dans les villes moyennes.

Plus fondamentalement, nous avons là la traduction concrète de ce qu'affirmait Lénine à propos de la démocratie sous le règne du capitalisme : " *Les opprimés sont autorisés, une fois toutes les quelques années, à décider quels représentants de la classe oppressive les représenteront et les réprimeront au parlement.* "

Bref aperçu sur les transformations des rapports de classe⁴

En France le capitalisme menacé dans ses profits durant la décennie 1960-1970 a su se défendre et transformer les conditions d'exploitation.

A ce moment, la rigidité des systèmes de production ne permettait plus de répondre aux variations des commandes, la vulnérabilité aux grèves apparaissait de plus en plus, le transfert des activités de production vers une périphérie colonisée ne pouvait plus se pratiquer aussi aisément qu'auparavant. L'organisation taylorienne du travail était critiquée de toutes parts, Le pouvoir hiérarchique des dirigeants des entreprises s'usait à tel point que le nombre de journées perdues pour fait de grève augmentait, les formes de contestation pouvaient être violentes (occupation des locaux patronaux, injures, séquestrations de dirigeants...), l'appel à une main d'œuvre immigrée ne suffisait plus se syndicalisant à son tour,

Dans ces conditions la part des bénéfices décroissait alors que la part réservée aux salaires augmentait ; la crise du capitalisme était d'autant plus accentuée que les rapports politiques étaient favorables au salariat : entre 1969 et 1975 15 accords et textes réglementaires seront signés ou promulgués visant la sécurité de l'emploi, les quatre semaines de congés payés, la transformation du SMIG en SMIC, la mensualisation, les indemnités de maternité, la formation continue, la formation professionnelle, la durée maximale du travail, les préretraites mieux indemnisées, l'accession des immigrés aux élections professionnelles, l'interdiction du travail clandestin, la généralisation des retraites complémentaires, les garanties des salariés en cas de liquidation judiciaire de l'entreprise, l'indemnisation du chômage. Un peu plus tard le passage aux 35 heures accentuerait l'effet de ces mesures

Cela ne pouvait pas durer ! Un mouvement de « reconquête » des employeurs et des financiers du capital est mis en place qui, au début, prendra différentes formes : évictions des personnels peu enclins ou peu adaptables aux nouvelles exigences de la flexibilité, réorganisation des systèmes de production avec la filialisation, la sous-traitance, l'externalisation, la location de services, la modification de la production avec l'usage d'automates, l'affinement de la gestion financière avec l'informatisation, la rationalisation de la gestion, le contournement du droit du travail par le droit commercial, ou la destruction du droit du travail, l'appel à des techniques psychologisantes concernant la gestion du personnel, la répression syndicale, etc. Ce mouvement s'adossait par la force des choses (effet de la concurrence) au passage au *néolibéralisme* initié dans le monde anglo saxon.

La diffusion de ces nouveaux systèmes d'organisation du capital ne pouvait pas se développer tant qu'existaient des salariés attachés à une représentation dichotomique des rapports sociaux. Tout s'est donc passé comme s'il fallait mettre à l'écart une grande partie de la classe ouvrière formant un groupe trop déterminé par des valeurs prolétariennes et un ethos populaire : le chômage de masse y contribuerait. Les stratégies patronales de morcellement de l'univers de production en unités diversifiées, de division des salariés en multiples statuts, de différenciation des collectifs par des mesures individualisantes, etc., permettent de rétablir des rapports de classe facilitant la reconquête des positions de pouvoir à un moment menacées. Il reste alors aux salariés la résignation et à essayer les solutions individuelles.

Le capital, en se débarrassant d'une partie des activités industrielles de production d'objets renvoyées aux pays ayant une main d'œuvre abondante, ayant que peu d'expérience syndicale, donc moins onéreuse, a pu se recentrer sur des services spécialisés dans la mise en place de l'automatisation, de l'informatisation, de la gestion financière et administrative, de la politique commerciale, de la publicité, etc., et pour cela faire appel à des salariés, dotés des compétences ad hoc par les systèmes éducatifs, sensibilisés aux mesures individualisantes par le souci du développement personnel ; ce qui ne faisait que rendre inopérant, pour un temps, les éléments subsistant de la lutte de classe.

En effet l'opposition entre le travail et le capital n'engendre pas automatiquement des luttes collectives organisées tant les salariés ont un intérêt immédiat à protéger leur situation. Celles-ci n'apparaissent d'autant que des instances se sont consacrées au soutien des luttes en y apportant des compétences juridiques, économiques, organisationnelles ainsi que des possibilités de soutien financier, etc.). Elles reposent sur un travail militant de lutte contre la résignation, de communalisation des insatisfactions pour les transformer en projet de transformation des rapports sociaux, etc. Tout ce travail dépend des capacités - et des conditions sociales qui permettant leur mise en œuvre. - des individus spécialisés dans ce travail de mobilisation. Il faut pour mobiliser des agents qui sachent démonter les figures de pouvoir, relever les mots, les figures de style qui rationalisent la puissance, sachant justifier la diffusion de ces manières de penser en opposition avec les catégories dominantes, des individus qui se font des lanceurs d'alerte devant toutes les tentatives sans cesse renouvelées d'exercer une domination symbolique afin d'assurer la domination matérielle du capital. Travail rare, fragile, coûteux pour ceux qui s'y adonnent tant " *les pensées des classes dominantes sont à toutes les époques les pensées dominantes* " écrivaient Marx et Engels.

Très pratiquement une observation des mobilisations des salariés lorrains contre la fermeture des installations sidérurgiques a montré que la mobilisation avait reposé sur la construction d'une image positive du groupe, sur des imprécations pour dénoncer les coupables, sur la diffusion d'hyperboles et de métaphores pour dénoncer les coupables, sur un travail d'explication pour justifier le bien fondé de la lutte. En même temps les militants ont su

instituer le groupe mobilisé, consacrer les responsables, renforcer la notoriété de la mobilisation par des gestes de transgression (occupation de locaux patronaux...) mais encore protéger les réseaux de mobilisation et s'opposer à la démoralisation en montant des rassemblements festifs. Ce travail deviendra moins mobilisateur au fur à mesure que la division entre les syndicats deviendra plus flagrante sapant progressivement les sentiments collectifs et la croyance dans la réussite du mouvement.

Goodyear supprime des centaines de postes en Europe

Selon le journal Libération, Goodyear veut supprimer des centaines d'emploi en Europe : " *Goodyear a décidé de restructurer ses activités dans la région Europe /Moyen-Orient /Afrique (EMEA), ce qui va entraîner la suppression nette d'environ 400 postes dans plusieurs pays, selon une déclaration vendredi auprès du gendarme américain de la Bourse (SEC). Le groupe explique avoir adopté «un plan de rationalisation» de ses activités en EMEA pour «améliorer sa structure de coûts» dans le cadre d'actions destinées à «fluidifier ses ventes et son modèle de distribution, et à simplifier ses processus*". Fin 2025, Goodyear employait 63 000 personnes dans le monde et disposait de 49 sites de production installés dans 19 pays.

Chaussea reprend le groupe Rover à Fougères : 136 licenciements

Le tribunal de commerce annonce le 18 mars que le groupe Royer est repris par Chaussea. Le spécialiste de la chaussure était en redressement judiciaire. Il employait 180 salariés sur quatre sites en France. Chaussea n'en reprend que 44, ce qui fait 136 licenciements.

609 salariés licenciés de Colruyt dans le Grand Dole

Cela fait plus d'un an que Colruyt a annoncé qu'il allait se débarrasser de ses magasins en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand Est. Tous les supermarchés ont été repris en grande partie par le groupe Intermarché mais il n'en est rien pour les 609 salariés rattachés aux entrepôts logistiques et au siège de Colruyt dans le Grand Dole. Ces 609 salariés sont licenciés.

La fermeture de l'usine Dumarey à Andrézieux-Bouthéon menace 266 emplois

De sources syndicales, le sous-traitant automobile Dumarey Powerglide a l'intention de fermer avant la fin de l'année l'usine de fabrication de boîtes de vitesse d'Andrézieux-Bouthéon (anciennement ZF). Cette information est confirmée⁵ par 'ICI Saint-Etienne Loire. L'usine emploie 266 personnes, toutes concernées par l'arrêt de l'activité. Après avoir déjà supprimé plus de 300 postes à Strasbourg, Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) présenté le 27 mars lors d'un comité social et économique (CSE) extraordinaire. Lundi 23 mars la direction a envoyé une note d'information interne aux salariés : «*Nous vous informons de la décision importante de la fermeture prochaine du site de Bouthéon prise par notre actionnaire, à la fin de l'année 2026. Le projet de cessation d'activité serait accompagné d'un plan de sauvegarde de l'emploi et de la mise en place d'un fonds social destiné à indemniser les salariés. Il permet d'éviter une liquidation judiciaire qui nous rendrait dans l'incapacité de payer les salariés et les fournisseurs.*» Il mentionne également les investissements réalisés «*avec pour objectif de transformer le site d'un centre de coûts en un centre de profits*» !

Fournisseur de Renault Sandouville (76) : Gestamp, va fermer

Gros coup dur à Saint-Romain-de-Colbosc (76) l'entreprise va fermer et 59 salariés bientôt licenciés, sous-traitant de Renault Sandouville. Le groupe espagnol Sofedit veut fermer le site. Le géant français de l'automobile est le seul client. Gestamp fabrique des traverses de planche de bord, des coupelles d'amortisseurs, des pieds milieux, des renforts de pieds, etc. Electrique ou pas ces éléments pour la voiture sont essentiels. Renault tire sur les prix, sur les fournisseurs. Les sous-traitants représentent un maillon essentiel du secteur de l'automobile. Cependant, la pression économique constante et la demande fluctuante menacent leur survie. En retour les défaillances de sous-traitants fragilisent directement les constructeurs !

4Murs engage la fermeture de ses 77 magasins

A Marly, en Moselle, le spécialiste de la décoration murale 4Murs a annoncé, ce 25 mars, la fermeture de ses 77 magasins, impliquant la suppression de 350 emplois. Après 50 années d'activité fondées sur un réseau national de magasins spécialisés dans la décoration. 4Murs dit miser sur des ventes sur le web et sur une échelle réduite plus rentable !

Un quart de la population mondiale vit dans des régions touchées par des conflits

La violence de la guerre économique et sociale menée par les capitalistes est quotidienne, accompagnée de son cortège de souffrances imposées à des millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Le Programme alimentaire mondial (PAM), note que : « *les personnes étant auparavant en situation précaire pourraient être poussées vers*

une insécurité alimentaire encore plus grave. 45 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2026 si le conflit se poursuit et si les prix du pétrole restent élevés. Un quart de la population mondiale vit dans des régions touchées par des conflits »

Renault trucks : conséquences de l'agression contre l'Iran

Le directeur logistique annonce «*quelques décyclages et d'autres à prévoir quelque 350 fournisseurs sont concernés par cette crise et sont donc sous tension avec des effets dépendant du conflit* »... Le mode capitaliste actuel met en risque l'ensemble du monde du travail. Les affrontements se développent et s'exacerbent pour le contrôle des matières premières, des marchés, des voies de communications et de la force de travail. Un exemple sur les 350 fournisseurs: les cabines de camions DAF sont fabriquées à Blainville sur Orne par Renault trucks, les faisceaux sont fournis par la société PKC (Inde) propriétaire de DAF (Pays Bas). Les faisceaux sont bloqués dans le détroit Ormuz d'où le risque de chômage partiel !

TotalEnergies et Trump : un accord d'1 milliard de dollars annulant des projets éoliens en mer

Le groupe français récupérera près de 1 milliard de dollars en compensation de l'abandon de ses deux concessions de projets d'éoliennes en mer aux Etats-Unis et chaque dollar sera investi dans des projets de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis. L'annonce a été faite au premier jour de la grande conférence sur l'énergie CERAWEEK, à Houston, au Texas. Le patron français a expliqué avoir choisi d'innover et d'être «*pragmatique* » en négociant avec l'administration Trump. En réalité il se plie à l'hostilité de Trump à l'égard de l'éolien. TotalEnergies a conclu que «*l'éolien en mer n'est pas la méthode la moins chère pour produire de l'électricité* » aux Etats-Unis. le ministre de l'intérieur américain, Doug Burgum s'est félicité : «*Cette administration croit aux réalités énergétiques, pas aux fantasmes climatiques* ». La planète brûle mais priorités aux profits !

Le gouvernement et la justice valident la reprise du verrier Arc

Le tribunal de commerce de Tourcoing (Nord) a validé la reprise du verrier Arc. Seul candidat, Timothée Durand, 704 suppressions de postes dont 250 secs, sur le site d'Arques comptant 3 500. Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a déjà été validé le 10 mars par les syndicats d'Arc France, dans le cadre du redressement judiciaire de l'entreprise annoncé début janvier, difficile à digérer pour les salariés. Le projet de reprise prévoit d'injecter 50 millions d'euros dans Arc, avec le soutien financier de Matthieu Leclercq, ancien patron de Decathlon, fils du fondateur de la marque de l'empire Mulliez. (Auchan, Leroy-Merlin, Décathlon, Boulanger, Kiabi, Pimkie, Flunch, Atac, Norauto, Kiloutou, Cultura, Brice, Jules, Xanaka, Top Office, Picwic, Phildar, etc dont un certain nombre ferment ou sont en redressement judiciaire). Arc est depuis la deuxième moitié du XX^e siècle un leader mondial des verres pour les arts de la table. Le groupe produit des verres et ustensiles sous quatre marques principales: Luminarc, Cristal d'Arques Paris, Arcoroc et Chefs & Sommelier et des marques de distributeurs. Le groupe dispose de trois autres usines aux Etats-Unis, en Chine et aux Emirats arabes unis. Alors concurrence déloyale ou décisions répondant aux exigences du capital.

Flambée des prix : y compris le pain

L'agression israélienne et américaine au Moyen-Orient aura un impact direct sur notre portefeuille. Le prix des carburants atteint des records. La hausse brutale des prix de l'énergie va se traduire par une forte hausse de l'inflation prévient l'Insee, de l'ordre de 2%. Transport aérien, pétrochimie et engrais sont en première ligne... Elle affecte l'ensemble de notre quotidien et notre pouvoir d'achat, le pain risque de coûter plus cher de 5 centimes, il reste l'aliment de base pour de nombreuses familles et plus de 5 millions de personnes vivent avec moins de 1 014 euros en France ! Le mouvement ouvrier doit répondre fermement et massivement en combattant le patronat, le gouvernement et leurs complices.

Solidarité internationaliste

Montreuil : salon anti-colonial et anti-raciste 28-29 mars⁶

La semaine anti-coloniale et anti-raciste dans sa version 2026 se terminera à Montreuil les 28-29 mars par le salon anti-colonial et anti-raciste. Au programme, des expositions, des débats et des concerts.

Journée de la terre : solidarité avec le peuple palestinien

Le 30 mars 1976, Les palestiniens de nationalité israélienne se mettent en grève protestant contre la confiscation de leurs terres par Israël. Cette grève s'étend à Gaza et en Cisjordanie puis devient générale. La répression par l'état israélien fait 6 morts.

Depuis cette date, chaque année le peuple palestinien commémore cette journée par des manifestations (souvent ils plantent des oliviers) pour rappeler qu'ils sont spoliés de leur terre et lutter contre la colonisation.

En solidarité avec le peuple palestinien, partout dans le monde, les associations et syndicats soutenant sa lutte, organisent manifestations et autres démonstrations.

Cette année la journée est organisée le 28 mars. Dans toute la France, les manifestations régionales du 28 mars prochain constituent un moment clé afin de rappeler au monde entier la lutte légitime du peuple palestinien pour la terre face à un État colonisateur et génocidaire et exprimer notre solidarité.

Cette journée accompagne le salon anti colonial et anti raciste qui se tient à Montreuil du 28 au 29 à La Parole Errante 9 Rue François Debergue, 93100 Montreuil dans le cadre de la semaine anti coloniale.

L'Inde interdit la projection du film " La Voix de Hind Rajab "

Les autorités indiennes ont interdit la projection du film " La Voix de Hind Rajab ", relatant le meurtre d'une fillette palestinienne à Gaza par les forces israéliennes, a annoncé samedi 21 mars le distributeur du film, arguant que sa sortie pourrait nuire aux relations entre l'Inde et Israël.

Réalisé par Kaouther Ben Hania et nommé aux Oscars, le film raconte l'histoire de Hind Rajab, âgée de cinq ans, tuée alors que sa famille tentait de quitter la ville de Gaza en voiture lors de l'offensive israélienne de l'année dernière. Manoj Nandwana, de Jay Viratra Entertainment, distributeur du film en Inde, a déclaré qu'un membre de la Commission centrale de certification des films l'avait informé que la projection du film dans les salles de cinéma "nuirait aux relations entre l'Inde et Israël". Cette décision intervient dans un contexte de renforcement des liens entre l'Inde et Israël dans les domaines de la défense, de l'agriculture, des technologies et de la cybersécurité, New Delhi cherchant à concilier ses intérêts au Moyen-Orient et son soutien traditionnel à un État palestinien. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, s'est rendu en Israël le mois dernier, une première depuis plus de vingt ans, quelques jours seulement avant le début de la guerre israélo-américaine contre l'Iran.

L'Inde est, il est intéressant de le noter, un membre des BRICS+. Cette interdiction basée sur les relations Inde Israël et tout particulièrement dans la coopération militaire, met en évidence le caractère hétérogène des BRICS+.

Thessalonique (Grèce) grande manifestation contre l'OTAN

Le 21 mars 2026, lors d'un rassemblement massif et militant organisé par les syndicats et le Comité pour la Paix, les travailleurs et les jeunes de Thessalonique ont exprimé leur demande de retrait de la Grèce du conflit, de fermeture du quartier général de l'OTAN au sein du 3e corps d'armée et de mise hors service des infrastructures de la ville par les forces américaines et de l'OTAN. Tant lors du rassemblement que lors de la marche militante vers le consulat américain, les slogans anti-impérialistes et pacifistes ont dominé les débats. En tête de cortège, une grande banderole des syndicats proclamait : " Ils sèment la destruction au Moyen-Orient – Grèce, sortez du carnage ! Désengagement immédiat ! Fermez le quartier général de l'OTAN au sein du 3e corps d'armée ! "

Paris : 11 avril 17h00 projection du film : "L'affaire Abdallah" de Pierre Carles au cinéma Luminor⁷

Cette séance est organisée par le parti révolutionnaire Communistes et l'organisation juive décoloniale TSEDEK avec la participation de Saïd Bouamama.

Guadeloupe : grève à port Jarry

Le 18 mars, à Pointe-à-Pitre, l'Union locale des travailleurs du port (ULTP-UGTG) a officiellement déposé un préavis de grève adressé à la présidence de l'UEM, située en zone portuaire de Baie-Mahault. Le mouvement a commencé le mercredi matin 19 mars et pourra être reconduit. Un rassemblement de nombreux salariés a eu lieu sur le port de Jarry. les revendications du syndicat : le maintien des rémunérations, droits et acquis des salariés, ainsi que l'application de garanties de prévoyance. Le syndicat réclame également un état des lieux sur la classification des personnels, les effectifs nécessaires et les besoins en formation.

Martinique : Grève à Transaglo

Les négociations sont au point mort, les salariés de Transaglo sont en grève. Les bus sont à l'arrêt à Fort de France et à Schœlcher. Le Centre Technique des Transports de l'Étang Z'Abriçot est bloqué. Une nouvelle mobilisation, un an après un mouvement social de 33 jours entre avril et mai 2025. La direction propose entre 75 et 90 euros en moyenne. Les négociations annuelles obligatoires de l'entreprise sont au cœur des revendications. Les salariés grévistes demandent une augmentation de salaire.

¹ Cinéma Luminor 20 rue du Temple 75004 Paris

² <https://unitecgt.fr/unite-mensuel-mars-2026/>

³ <https://unitecgt.fr/carburan-speculation/>

⁴ Ce bref *aperçu* est une des contributions qui ont alimenté la journée de débat du 21 mars : "Réindustrialisation : un combat de classe pour le changement de société"

5 <https://www.francebleu.fr/auvergne-rhone-alpes/loire-42/andrezieux-boutheon/la-fermeture-programmee-du-sous-traitant-automobile-dumarey-a-andrezieux-boutheon-8626599>

6 <https://semaineanticoloniale.com/programme-de-ledition-2026/>

7 Cinéma Luminor 20 rue du Temple 75004 Paris

Brochure :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

© Copyright